

DIFFUSION DE L'INFORMATION

(La réunion à Panama du Conseil de Sécurité des Nations Unies, en mars 1973, a été l'occasion pour les panaméens de faire connaître à l'opinion internationale les problèmes posés au pays par l'enclave nord-américaine de la zone du canal. Le texte suivant est un exemple de l'extrême sensibilité des habitants du Panama sur cette question) (Note DIAL).

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TEL. 023-24-74
DIAL 106-1

DES GROUPES POPULAIRES CHRETIENS DENONCENT AU CONSEIL DE
SECURITE L'EXISTENCE DE L'ENCLAVE COLONIALE DE LA ZONE
DU CANAL DE PANAMA

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies se réunit au Panama le 15 mars. Cette réunion donne aux panaméens l'occasion de dénoncer à la face du monde l'énorme paradoxe existant entre un peuple qui vit dans la pauvreté et l'accaparement de sa principale ressource naturelle par l'économie la plus riche du monde.

Nous, communautés populaires chrétiennes, nous nous adressons aux peuples du monde, aux hommes de bonne volonté et spécialement à nos frères d'Amérique latine et du Tiers-monde pour leur demander de prendre conscience de notre situation et solliciter leur solidarité. Comme chrétiens, nous croyons à la fraternité de tous les peuples. Mais cette fraternité n'est pas toute faite, il faut la bâtir. Il y a dans notre monde beaucoup d'éléments qui s'opposent à une fraternité réelle, la guerre en particulier et l'exploitation des faibles par les puissants, au niveau national et international.

Nous affirmons que cette exploitation coloniale existe au Panama: la zone du canal de Panama constitue, avec ses bases militaires, une enclave coloniale qui représente une violation de la souveraineté panaméenne et qui est un obstacle au développement organique et indépendant du pays.

A- UNE ENCLAVE COLONIALE

La zone du canal fonctionne de fait comme un Etat dans l'Etat, avec sa police, son armée, sa langue, son administration et son système légal nord-américain, sans parler de la division physique de la République en deux parties.

Les 30.000 soldats nord-américains stationnés dans la zone sur 14 bases militaires constituent une force très supérieure aux exigences de la défense du canal (1) et ils ont obligé le Panama à une alliance militaire forcée. De plus, le territoire panaméen est utilisé comme centre de contrôle et de répression des mouvements populaires en Amérique latine par l'entraînement des "forces spéciales" dans le cadre de l'Ecole des Amériques et des centres d'entraînement à la lutte contre l'insurrection et la

(1) "Colonialismo territorial en América latina - Caso Zona del Canal", par Alberto Ruiz Eldrege, membre du comité juridique international.

guérilla. Les bases cantonnées au Panama ont aussi été l'axe central de la politique militaire des USA en Corée, au Vietnam, en Indochine, et, plus près de nous, au Guatemala, à Saint-Domingue et en Bolivie.

Ces troupes ont fait de nombreuses interventions sur le territoire panaméen, quelquefois sous la forme d'interventions sanglantes, comme celle du 9 janvier 1964.

Tout cela représente une insulte permanente à la dignité nationale. Comme chrétiens qui veulent la paix fondée sur la justice et le respect des peuples, nous n'acceptons pas d'être utilisés comme cinquième colonne des objectifs militaristes et répressifs des USA en Amérique latine ou dans d'autres parties du monde. La zone du canal provoque la corruption et la destruction de notre solidarité naturelle avec nos frères de l'Amérique latine et du Tiers-monde.

B- CETTE ENCLAVE EMPECHE NOTRE DEVELOPPEMENT ORGANIQUE ET INDEPENDANT

La meilleure ressource naturelle du Panama est sa position géographique. Elle a été mise sous contrôle et placée au service des intérêts économiques et militaires des Etats-Unis.

Les statistiques sur le chômage, l'application des investissements, la malnutrition, l'éducation, la misère rurale (80% de la population rurale pratique une économie de subsistance) montrent à l'évidence l'état de pauvreté dans lequel vit la majorité de la population du pays.

C'est un grand paradoxe de voir que les ressources dont le Panama ne peut se servir pour la satisfaction des besoins primaires de la grande majorité de la population, servent à aider l'économie la plus riche du monde qui en fait n'en a pas besoin.

Ainsi, par exemple:

1) Le gouverneur de la zone du canal (2) a calculé que l'économie réalisée grâce à l'existence du canal et dont a bénéficié l'effort militaire au cours de la seule Deuxième Guerre Mondiale, a été de 1.500 millions de dollars. L'économie annuelle pour l'armée des Etats-Unis d'Amérique est de 200 millions de dollars, grâce également aux facilités offertes (3).

2) La bande du canal qui partage le coeur du pays n'a rapporté au Panama que 10 millions de dollars en 1903 (le pays ne percevait jusqu'en octobre 1972 que des annuités de 1,9 millions de dollars, somme refusée depuis en signe d'opposition à une situation injuste).

3) Les études économiques sur la zone du canal concordent sur l'affirmation que le total des bénéfices réalisés par les Etats-Unis s'élève au chiffre considérable de 11.000 à 13.000 millions de dollars entre 1914 et 1970, alors que l'investissement initial des Etats-Unis dans le canal n'a été que de 368 millions de dollars, ce qui signifie que le canal a déjà été payé plus de trente fois.

(2) Rapport annuel du Gouverneur de la Zone du Canal, 1947.

(3) Chiffre mis à jour et basé sur le rapport du Gouvernement du Canal de 1928.

4) Sur les 1.432 km² de la zone du canal,
- 3,5% seulement des terres sont utilisées pour le fonctionnement du canal;
- 51% des terres sont inutilisées;
- 37% des terres sont occupés par des bases militaires, c'est-à-dire que leur utilisation est étrangère à la fonction de transit;
- le reste est représenté par des lacs et des marécages.

5) Les rives du canal sont les zones au potentiel économique le plus élevé du Panama, tant en raison de l'usage industriel et commercial que de celui des services. Mais le Panama se voit privé de toute utilisation économique. Dans la zone de transit, il n'existe aucun port sous contrôle panaméen.

6) Le Panama n'a pas pu faire usage de ces terres ni recevoir aucune indemnité pour leur utilisation et pour l'eau nécessaire au fonctionnement du canal.

7) Parce qu'il n'exerce aucune juridiction sur la zone du canal, le Panama voit ses droits limités en ce qui concerne les bénéfices fiscaux, les taxes douanières et autres entrées financières.

8) L'expropriation de ces revenus potentiels au bénéfice des USA se solde par une limitation des ressources panaméennes applicables au développement des secteurs ruraux et des secteurs les plus sous-développés, en obligeant en conséquence le pays à rechercher des moyens de financement à l'extérieur. Ce financement étranger a surtout été nord-américain, ce qui a eu pour effet d'augmenter davantage encore notre dette et notre dépendance.

En d'autres termes:

- Nous n'avons aucune participation aux bénéfices réalisés sur le canal;
- Nous aidons le commerce nord-américain et l'armée de ce pays;
- On nous a enlevé les terres et les ressources de base nécessaires au développement panaméen.

Tout ceci a pour conséquence que la zone du canal et l'ensemble de la nation panaméenne continuent d'être sous une structure de dépendance colonialiste.

Nous venons de présenter un très bref résumé des bénéfices que le Panama ne retire pas de la zone du canal à cause du contrôle exercé par les USA. Il est plus difficile, mais non moins grave, de dresser un bilan des distorsions économiques, politiques et culturelles provoquées par l'enclave coloniale de la zone du canal où s'incruste un groupe social dont les revenus par tête sont dix fois plus grands que pour les panaméens et dont les normes de consommation, de culture et d'organisation sociale sont tellement différentes qu'elles constituent un secteur dominant de la vie panaméenne.

Ce colonialisme de la culture et de la consommation, fruit de la domination économique et militaire de la zone du canal, est plus diffus et plus subtil. De vastes secteurs de notre peuple continuent de l'ignorer tant qu'ils ne s'appliquent pas à une analyse de la situation et à une tâche de conscientisation. Nous, groupes populaires chrétiens, nous avons

nis beaucoup de temps à en prendre conscience. Aujourd'hui, nous le dénonçons au nom de tous ceux qui en subissent inconsciemment les conséquences comme une forme larvée de colonialisme, destructrice de notre identité et représentant l'obstacle majeur au développement de la personnalité panaméenne.

Ce colonialisme de la culture et de la consommation continuera tant que nous n'intégrerons pas culturellement et politiquement la zone du canal dans la nation panaméenne.

Considérant tout ce qui vient d'être dit,

1) Nous dénonçons:

- a- la situation coloniale subie par le Panama depuis le Traité de 1903, négocié sur la base du mensonge, non ratifié par les panaméens, imposé au peuple et jamais accepté par lui;
- b- le droit qui nous est refusé de poursuivre notre propre destin. Comme pays du Tiers-monde, conscients de nos droits et ensemble, nous exigeons la justice nationale et internationale et nous luttons pour cela;
- c- le refus de tenir compte de notre capacité et de notre droit d'administrer le canal interocéanique;
- d- l'attitude des Etats-unis qui s'emploie à liquider la guerre froide avec les grandes puissances socialistes, mais qui s'applique à conserver la situation de domination impérialiste sur le Panama et les autres pays du Tiers-monde.

Il faut que le Conseil de Sécurité des Nations Unies et les peuples qu'il représente, prennent conscience et affirment qu'il est de stricte justice pour le Panama d'utiliser sa position géographique pour subvenir aux besoins de son peuple.

2) Nous affirmons que:

- a- le Panama doit et veut continuer d'assurer les services rendus aux peuples du monde en raison de sa position géographique;
- b- il y a une incompatibilité absolue entre les intérêts nationaux panaméens et l'actuelle situation de colonialisme.

Pour cela, nous sommes solidaires des propositions demandant:

- la souveraineté avec juridiction totale et effective sur l'ensemble du territoire national;
- la suppression des bases militaires étrangères;
- la formulation d'un statut juridique établissant que le canal est au service de toutes les nations sans aucune discrimination;
- la mise en oeuvre à court terme de ces propositions de façon à ce que les aspirations panaméennes ne se voient pas frustrées.

Nous demandons aux peuples du monde qu'ils expriment leur solidarité avec la cause panaméenne. Nous savons qu'il est difficile d'obtenir une réponse juste dans les rapports internationaux quand les parties sont aussi disproportionnées et quand l'une d'elles, le Panama, est soumise à la tutelle militaire et économique des Etats-Unis. L'expérience de nombreuses années de négociations entre les USA et le Panama en est la preuve tangible.

Enfin, nous, groupes chrétiens de la base, nous soutenons les récentes initiatives diplomatiques engagées par le Gouvernement dans le sens de la défense des droits du Panama sur le canal. Nous lui adressons nos félicitations et nous continuerons de l'appuyer chaque fois qu'il sera ferme dans la défense des intérêts populaires panaméens.

Centre San Felipe, Panama
Communauté paroissiale de Fátima (Chorrillo)
Equipe féminine d'Évangélisation de Veraguas
Equipe missionnaire de La Concepción (Pères Paulins, Religieuses catéchistes, Soeurs de La Merci et laïcs engagés)
Equipe sacerdotale de la Paroisse de Nuestra Señora de Guadalupe
Equipes d'éducation populaire "Fé y Alegria"
Fédération Nationale des Paysans (FENAC)
Groupe Agricole Coopératif de San José et San Francisco
Coopérative de San Juan de Veraguas
Groupe Héctor Gallego
Groupes chrétiens paysans de El Cristo, La Onda, La Mona, Hatillo Arriba, Naranjo, El Ciruelar Arriba, El Ciruelar Abajo, Perdiz Abajo, El Cuay.
Mouvement de jeunes "Onda Joven" (OJO)
Religieuses de Maryknoll, Veraguas
Religieuses de Saint Joseph, Veraguas
Jeunesse Unie de Chorrillo
Assemblée de l'Eglise Méthodiste
Jeunesse Universitaire Chrétienne
Mouvement Chrétien de San Miguelito
Curés de Santa Fé en San Francisco, Veraguas
Un groupe d'anciens élèves du collège Javier
Un groupe de professeurs du collège Javier
Un groupe de Pères Paulins de Puerto Armuelles

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)